



**SEMINAIRE SUR LA CONJONCTURE ET LA PREVISION
ECONOMIQUE A COURT TERME DANS LES ETATS MEMBRES
DE L'UEMOA, EN GUINEE ET EN MAURITANIE**

Ouagadougou, 05 au 09 novembre 2012

Points saillants

Novembre 2012

1. INTRODUCTION

Le séminaire sur la conjoncture et la prévision économique à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie organisé par la Commission de l'UEMOA conjointement avec la Direction Générale d'AFRISTAT, s'est tenu du 05 au 09 novembre 2012 à Ouagadougou.

Chaque Etat membre de l'UEMOA était représenté à ce séminaire par deux spécialistes : l'un en analyse conjoncturelle et l'autre en prévision économique. Par ailleurs, un représentant de l'INSEE, quatre représentants de la Guinée (dont deux de la Banque Centrale) et trois représentants de la Mauritanie (dont un de la Banque Centrale) ont également pris part aux travaux du séminaire à l'invitation d'AFRISTAT. En outre, un représentant de la BCEAO et un représentant d'AFRISTAT étaient présents (Cf. liste de présence en annexe 1).

2. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur Albert HOUNGBO, Conseiller Technique du Commissaire chargé du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE) de la Commission de l'UEMOA.

Dans son allocution d'ouverture, Monsieur HOUNGBO a souhaité la bienvenue aux participants. Il a exprimé les regrets de Monsieur Abdallah BOUREIMA, Commissaire chargé du DPE de ne pouvoir procéder lui-même à l'ouverture du séminaire. Ensuite, il a rappelé l'importance du suivi conjoncturel et des prévisions à court terme dans la définition des politiques économiques. Il a aussi, insisté sur l'importance du thème central pour le développement de nos Etats. Enfin, il a souhaité plein succès aux travaux et déclaré ouvert le séminaire sur la conjoncture et la prévision à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie.

3. BUREAUX DE SEANCE ET PROGRAMME DE TRAVAIL

Les travaux du séminaire, coprésidés par Monsieur Emédétémin NONFODJI, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques de la Commission de l'UEMOA, et par Monsieur Serge EDI, Economiste Principal à AFRISTAT, ont débuté par la désignation des bureaux de séance et l'adoption du programme de travail.

Les bureaux de séance mis en place se présentent comme suit :

- Les présentations sur le thème central :
 - Présidence : BCEAO ;
 - Rapporteur : Commission.

- Présentations d'AFRISTAT et de la BCEAO
 - Présidence : Commission
 - Rapporteur : Guinée.

- Présentations des Etats :
 - Présidence : les Etats à tour de rôle par ordre alphabétique ;
 - Rapporteur : Commission

- Divers, recommandations et adoption du rapport final :

- Présidence : Commission ;
- Rapporteur : Commission.

Les projets d'ordre du jour et du programme de travail ont été amendés et adoptés.

4. PRESENTATIONS SUR LE THEME CENTRAL

4.1 Commission de l'UEMOA

La première communication de la Commission a porté sur le thème : « croissances effective et potentielle dans l'UEMOA ».

Après avoir donné les définitions et les modes de calcul des deux types de croissance et de l'"output gap" (différence entre production potentielle et production effective), une comparaison des niveaux absolus et relatifs de ces indicateurs a été faite. Il apparaît que pour la plupart des pays de l'UEMOA, la croissance est irrégulière et faible.

L'exposé a ensuite montré que, dans l'UEMOA, l'importance par ordre croissant des principales sources de la valeur ajoutée (base de calcul du PIB) sont le secteur tertiaire, le secteur primaire et le secteur secondaire.

Pour accroître aussi bien la croissance effective que potentielle certaines mesures telles que l'amélioration de la productivité du capital et du travail, l'amélioration des rendements agricoles, du climat des affaires et la fourniture en énergie à moindre prix ont été évoquées.

Les débats qui ont suivi cette présentation ont porté essentiellement sur les sources de croissance et des mesures adéquates à mettre en œuvre pour une meilleure diversification et stabilisation de la croissance économique ainsi que pour renforcer la protection des économies des Etats membres vis-à-vis des chocs exogènes. On retient des échanges que la question de la diversification des sources de croissance a toujours été évoquée sans pour autant que les choses ne bougent véritablement. Les participants ont souligné la nécessité d'une volonté politique de mettre en œuvre les réformes et mesures identifiées comme entre autres le renforcement du capital humain, la facilitation de l'accès aux facteurs de production, la réduction des coûts de l'énergie, du transport et de la communication, etc. Il a été en outre indiqué que le principe de l'avantage comparatif devrait guider les divers choix de diversification des économies. Il a été noté une prédominance du secteur primaire et tertiaire au détriment du secteur secondaire. Il urge donc de mettre l'accent sur le développement du secteur secondaire au lieu de s'enfermer dans une idée de diversification absolue des produits du secteur primaire dans la mesure où ce secteur est très sensible aux perturbations des cours.

Par ailleurs, il ressort des discussions que les causes de la faible diversification de la base productive des économies des Etats membres pourraient également être recherchées dans les pesanteurs socio-anthropologiques.

La deuxième communication s'est articulée autour de deux parties. Une première partie a consisté à établir les caractéristiques des fondamentaux de la croissance au sein des grandes régions en développement avec pour objectif de comparer la zone UEMOA à d'autres zones économiques. De fait, cinq faits stylisés sont mis en évidence dans cette première partie. Le *premier fait stylisé* est relatif à la divergence grandissante en termes de

croissance et de développement qui existe entre l'ASS et les autres grandes régions du monde. Le *deuxième fait stylisé* expose la forte disparité des situations de croissance entre les zones économiques de l'ASS, en particulier entre la zone UEMOA et deux autres zones économiques que sont la SADC et la CEDEAO. Le *troisième fait stylisé* porte sur la comparaison entre la forte volatilité - synonyme d'instabilité - des taux de croissance des trois zones économiques de l'ASS relativement à celle beaucoup plus faible des pays industrialisés et de l'ASEAN. Le *quatrième fait stylisé* met en évidence au sein de la zone UEMOA, les difficultés de convergence des économies de la zone tant sur le plan nominal que réel. Le *cinquième fait stylisé* met en lumière une inégalité dans la distribution des revenus qui va croissante dans les pays de la zone UEMOA.

Une seconde partie aborde la question des obstacles à la croissance dans la zone et propose un certain nombre de pistes de réflexion autour des solutions à mettre en œuvre. Trois contraintes sont mises en évidence. Une *première contrainte* renvoie tant à la géographie des territoires – morcelés, enclavés- qui accroissent de façon considérable les coûts en transport, infrastructures et réseaux qu'au poids démographique qui pèse sur les ressources disponibles. Une *deuxième contrainte* est relative à la gouvernance des institutions publiques et privées. L'Etat en particulier se doit de favoriser un environnement propice au développement de l'activité en cherchant à promouvoir une stabilité des institutions, des règles de droit définies et appliquées, un contrôle de la corruption sans passe-droit. Or, la zone UEMOA apparaît en retard par rapport aux autres zones économiques du continent sur cette thématique de la gouvernance, ce qui pèse sur la qualité et la stabilité de la croissance. Une troisième contrainte est de nature économique et porte à la fois sur la faible productivité des facteurs de production et sur le faible investissement tant public mais surtout privé que l'on constate dans les Etats membres. Ces contraintes étant examinées, trois pistes de réflexion concernant les solutions à mettre en œuvre sont envisagées. D'abord, il s'agit de réaliser un bond qualitatif et quantitatif quant à la gouvernance institutionnelle des Etats membres, tant sur le plan politique en renforçant les institutions démocratiques, que sur le plan économique et financier en améliorant la gestion publique ainsi que le cadre privé des affaires. Ensuite, il convient de mettre en œuvre des politiques permettant de dynamiser le système productif des économies de la zone, non seulement en permettant au secteur informel de se moderniser et de passer dans le secteur formel, mais également en diversifiant les activités productives. Enfin, un certain nombre de solutions visant à améliorer le financement des économies de l'Union sont proposées.

Lors des échanges qui ont suivi la présentation, les participants sont longuement revenus sur les obstacles au développement en ASS et les causes sous-jacentes de l'irrégularité et de la faiblesse observée au niveau de la croissance. Il ressort des débats que l'obstacle majeur demeure la gouvernance institutionnelle très peu satisfaisante qu'on observe au niveau des Etats membres. Cela indique la nécessité d'une volonté politique forte et d'une prise de conscience générale pour œuvrer ensemble à la résolution effective des contraintes. En outre, la forte dépendance du PIB vis-à-vis du secteur primaire et la forte sensibilité de ce dernier aux chocs (mauvaise pluviosité, sécheresse, inondations, crise acridienne, etc.) semblent expliquer pour une grande part, la faiblesse du taux de croissance et son irrégularité.

Par ailleurs, les participants ont indiqué qu'il aurait été souhaitable de faire à travers cette présentation, un bref bilan d'une décennie de mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté en ASS.

4.2 INSEE

La première présentation faite par l'INSEE portait sur les canaux de transmission de la crise de la zone euro sur l'Afrique.

Quatre canaux de transmission identifiés ont porté sur le volume et les prix des exportations, les transferts privés et publics.

La transmission devrait rester mesurée et ne pas trop ralentir la tendance actuelle de la conjoncture économique des pays africains.

Les débats qui ont suivi cette présentation ont tourné autour de la question de la dynamique de l'endettement des pays de l'ASS et leur dépendance vis-à-vis des APD. Les participants ont indiqué que cette crise de la zone euro serait une opportunité pour les pays de l'ASS de mettre en œuvre des mesures idoines afin de limiter leur dépendance vis-à-vis des APD. Ils ont en outre indiqué que les taux de change et d'intérêt pourraient également être perçus comme des voix de contagion possible. Par ailleurs, il ressort des échanges que si la crise s'intensifie en Europe, il est à craindre un rappel massif de capitaux par les maisons mères, vu que l'essentiel des unités industrielles en ASS constitue des filiales des unités basées en Europe.

La deuxième présentation de l'INSEE a porté sur les bonnes pratiques en matière d'analyse de la conjoncture. Il a notamment mis l'accent sur la pertinence des données collectées et sur le respect des canevas de présentation.

5. PRESENTATIONS SUR LA CONJONCTURE INTERNATIONALE, REGIONALE ET LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES DANS L'UEMOA

5.1 AFRISTAT

La présentation réalisée par AFRISTAT intitulée « la conjoncture internationale lue dans la base de données d'AFRISTAT » a porté sur les taux de change, les PIB trimestriels, l'inflation, les taux d'intérêt, les cours des actions et les cours des matières premières.

Cette présentation a montré la tendance à la baisse généralisée des cours des matières premières des pays membres d'AFRISTAT en cette fin d'année 2012.

5.2 BCEAO

La BCEAO a présenté la conjoncture économique dans l'UEMOA. Elle a indiqué que les Etats membres de l'UEMOA se sont engagés à renouer avec une croissance forte en 2012, à travers l'exécution rigoureuse de grands projets de développement et l'investissement. Les perspectives économiques dans l'UEMOA tablaient sur un taux de croissance de 6,4% pour l'Union en 2012, se reposant sur l'hypothèse d'une exécution normale des importants projets d'appui au développement et le déroulement satisfaisant de la campagne agricole 2012/2013.

Le point au premier semestre 2012 indique que la reprise économique dans l'UEMOA devrait se confirmer, en dépit de la conjoncture internationale difficile et des risques d'instabilité dans certains pays de la sous-région. La croissance économique régionale est attendue à 5,6% en 2012, soit 0,8 point de moins que les prévisions initiales et comparé à un taux de croissance de 0,6% enregistré en 2011. Ce rythme de progression de l'activité économique résulterait du redressement de la production agricole, de l'accélération de la production industrielle et de la bonne tenue du commerce.

Les prévisions pour l'année 2012 indiquent un profil moins favorable de la balance des paiements de l'UEMOA, au regard de l'environnement mondial caractérisé par la chute des cours des principaux produits exportés par l'Union et la forte hausse des importations.

L'exécution des opérations financières des Etats à fin décembre 2012 se traduirait par une aggravation du déficit budgétaire hors dons qui atteindrait 6,9% du PIB en 2012 contre 6,4% en 2011. Cette situation est en rapport avec la hausse des dépenses en capital dans beaucoup de pays de l'Union, avec les vastes programmes d'investissements mis en œuvre dans plusieurs secteurs.

L'évolution des agrégats monétaires de l'Union se ressentirait des effets induits de la dégradation de la trésorerie des Etats membres de l'Union, qui ont pour la plupart entrepris d'ambitieux programmes d'investissement, ainsi que du profil défavorable de la balance des transactions courantes de l'Union.

Au total, la conjoncture économique dans l'UEMOA apparaît plus favorable en 2012, comparativement à l'année précédente. Toutefois, l'analyse des performances par pays laisse transparaître une évolution différenciée.

Débats

Les échanges ont porté sur la conjoncture au niveau régional et international telle que exposée par la BCEAO et AFRISTAT.

En ce qui concerne la conjoncture internationale, les participants ont évoqué l'influence de la consolidation budgétaire en cours en Europe sur les impératifs de croissance des pays de l'ASS. En effet, compte tenu de la contraction de la demande dans la zone euro, il est prévu une baisse globale des cours des matières premières exportées par l'Union dans un futur très proche. Il importe donc de prendre en compte ces paramètres dans le cadrage macroéconomique des pays de l'ASS.

Pour ce qui est de la conjoncture régionale, les participants ont échangé avec la BCEAO sur l'opportunité d'un dispositif interne de la collecte pour le calcul de l'IPI. Les échanges de vue ont également porté sur les processus d'endettement des Etats auprès du système bancaire et le risque d'éviction du secteur privé, les mesures d'impulsion de la croissance économique prises par la BCEAO. On retient des échanges que les données du cadrage de la BCEAO proviennent pour l'essentiel des INS. En outre, le dispositif interne de calcul de l'IPI au niveau de la BCEAO est antérieur à celui des INS et serait progressivement allégé dès que la production de l'IPI serait effective, régulière et de bonne qualité. Par ailleurs, en vue d'impulser la croissance économique des Etats Membres, la BCEAO facilite le refinancement des Etats à travers les titres. Aussi la diminution du taux directeur de la BCEAO qui est passé de 4,75% à 3% permettra de booster le crédit intérieur à l'économie.

6. PRESENTATIONS DES ETATS

Les délégations des dix Etats participants ont successivement présenté l'état actuel de la conjoncture économique de leur pays respectif ainsi que les prévisions 2012 – 2013.

Un résumé des différents exposés et des débats figure dans les documents du séminaire.

7. REDACTION DE LA NOTE DE SYNTHESE REGIONALE

Quatre groupes de travail thématiques ont été constitués pour rédiger une note de synthèse sur la conjoncture au second semestre 2012 et les perspectives 2012 – 2013 dans l'ensemble des dix (10) Etats représentés au séminaire. Cette note figure dans les documents du séminaire.

8. RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

A l'issue des travaux, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

Aux INS et aux directions de la prévision

- Organiser des ateliers de restitution des séminaires d'AFRISTAT dans les services (INS et Directions de la prévision) afin de faire profiter à l'ensemble des agents des enseignements apportés pendant les sessions.
- Transmettre régulièrement aux Institutions sous régionales et internationales, les publications de conjoncture et de prévision économiques.
- Renforcer le dispositif de suivi de la conjoncture dans les Etats.

A AFRISTAT et à la Commission de l'UEMOA

- Organiser des ateliers thématiques en vue de permettre aux participants d'améliorer leurs compétences en synthèse conjoncturelle, notamment un atelier thématique sur les indicateurs du secteur tertiaire.
- Organiser des ateliers de formation et d'échanges pour l'amélioration des techniques de prévision.
- Mettre en place des programmes de renforcement des capacités en techniques de prévision et d'analyse conjoncturelle.
- Faire la situation de la mise en œuvre des recommandations du séminaire précédent.
- Permettre à toutes les institutions présentes de faire une présentation.
- Pour les travaux du séminaire, envoyer les tableaux de données conjoncturelles à renseigner aux pays avant le séminaire.
- Les tableaux de données nécessaires à la synthèse régionale doivent comprendre aussi les variables suivantes :
 - Masse monétaire, ses contreparties et ses composantes.

- Encours de la dette.
 - Solde budgétaire de base dans le TOFE.
 - Soldes de la balance des paiements.
 - IHPC.
- Inviter la Guinée et la Mauritanie aux séminaires organisés par la Commission de l'UEMOA sur la conjoncture économique, les prévisions et modélisations.

9. CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture du séminaire sur la conjoncture et la prévision économique à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie a été présidée par M. Abdallah BOUREIMA, Commissaire chargé des Politiques et de la Fiscalité Intérieure de l'UEMOA.

Il a indiqué que sa présence à cette cérémonie de clôture lui offre l'occasion de faire connaissance réciproque avec les participants et de les saluer très chaleureusement, n'ayant pas pu ouvrir les travaux du séminaire.

Il a ensuite adressé ses sincères remerciements aux participants pour les efforts individuels et collectifs déployés au cours de ces cinq jours et les résultats auxquels leurs travaux ont abouti.

Il a apprécié la pertinence du thème principal traité et des conclusions du séminaire.

Le Commissaire a également informé les participants que la Commission a d'ores et déjà entrepris la réalisation de certaines recommandations.

Enfin, il a souhaité un bon retour aux participants dans leurs pays respectifs avant de déclarer clos le séminaire.

REMERCIEMENTS

Les participants au séminaire sur la conjoncture et la prévision économique à court terme dans les Etats membres de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie tenu à Ouagadougou du 05 au 09 novembre 2012 expriment leur profonde gratitude aux autorités du Burkina Faso, notamment à son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, au Gouvernement et au peuple burkinabé pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour à Ouagadougou. Ils expriment leur remerciement au Président et aux Membres de la Commission de l'UEMOA et au Directeur Général d'AFRISTAT pour les moyens mis à leur disposition pour le bon déroulement de leurs travaux.

Fait à Ouagadougou, le 09 novembre 2012

ANNEXE 1 : Liste des participants

Pays	Nom et Prénoms	Fonction	Institution	Contacts	Adresse e-mail
BENIN	BONON Symphorien	Chef de service des Statistiques et Etudes de l'Industrie INSAE	INSAE	00229 96 12 54 38	chinaidudu5@yahoo.fr
	YEHOUENOU Constant Charles	Chargé de la Programmation Economique et Financière Economiste	DPC/DGAE	00229 95 32 44 24	nicolys2001@yahoo.fr
BURKINA FASO	KABORE Barbi	Chef de service de la Prévision et de l'Analyse de conjoncture	INSD	00226 78 02 64 81	kaborearbi@yahoo.fr
	SANA. A. Aziz	Chef de service de la Prévision Macroéconomique	DGEP	00226 70 64 71 73	letigre2as@yahoo.fr
	ZIDA Honoré P.	Economiste	CNPE	00226 50 30 80 87	patoins@yahoo.fr
COTE D'IVOIRE	KOFFI Ané Jean	S/Directeur Enquêtes. & analyses conjoncturelles	MEF/DCPE	00225 08 63 25 47 00225 20 20 09 25	koffianej@yahoo.fr
	YAPI Bérenger Florent	Chef de service conjoncture d'entreprises	INS-CI	00225 07 32 01 22	berenger_yapi@hotmail.com
GUINEE BISSAU	SOUSA Cordeiro Idilio Marciano	Technicien des comptes nationaux auprès de l'INS	Institut de la Statistique INE	00245 535 20 44	idilioru@yahoo.com.br
	CORREIA, Totas Joào	Chef des Répartitions d'études économiques-DG conjoncture Prévision	Ministère des Finances Direction Générale de la Conjoncture et Prévision	00245 65 28 805	totas.correia@gmail.com
MALI	MINTA Séïdina Oumar	Chef de division des statistiques de la conjoncture à l'INSTAT	Institut National de la Statistique INSTAT	00223 20 22 24 55 00223 76 01 37 86	mintaseidinaoumar@yahoo.fr
	CISSE Issa Hamada	Chargé des prévisions macroéconomique-DNPD	Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget Direction de la	00223 63 66 59 10	issa62002@yahoo.fr

Pays	Nom et Prénoms	Fonction	Institution	Contacts	Adresse e-mail
			Planification et du Développement		
NIGER	GANI Hamado	Chargé des Prévisions Macroéconomiques MF/Dr des Réformes financières	Ministère des Finances Direction des Réformes Financières	00227 20 72 41 38 00227 90 75 70 84	gani62@yahoo.fr
	AMADOU MAMANE Issaka	Chef de la Division de la Conjoncture	Institut National de la Statistique (Niger)	00227 90 61 98 53 00227 99 97 37 83	iamadou@ins.ne
SENEGAL	DIOUF DIAGNE Diatou Elisabeth	Economiste	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques	00221 824 92 65	elie111@hotmail.com
	NAGNONHOU Maxime	Chef de la Division Statistiques Conjoncturelles	ANSD	0021 33 869 21 39	maximebruno@yahoo.fr
TOGO	BOUARE Kname	Chef de la Section Prévision	Direction de l'Economie	00228 90 08 66 36	boukin19@yahoo.fr
	TCHAKALA Apéou Gbèlè	Chef Division Etudes Economiques et Statistiques Financières à la DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale DGSCN	00228 2221 22 87 00228 90 19 79 77	tchakapéou@yahoo.fr
GUINEE CONAKRY	SOSSOUA DOUNO Emmanuel	Chef de Division de la Conjoncture	DNEEP/MEF	00 224 62 41 64 62	emasoya12@gmail.com
	GUILAVOGUI Péma	Chef de Division Etudes et Stratégies Macroéconomiques	Direction Nationale Ministère du Plan	00224 63 35 03 43	g_pema@yahoo.fr
	DIALLO Alfa Mamadou	Conseiller à la Direction Générale des Etudes et des Statistiques	BCRG	00224 64 22 98 67	alfamd@yahoo.fr
	DIALLO Ahmed Tidiane	Directeur des Etudes et de la Recherche	BCRG	00224 64 25 34 36	ah_tidiane@yahoo.fr
MAURITANIE	WONE Abdoulaye	Chef de Service Conjoncture	ONS	00222 46 86 52 79	abwone@hotmail.fr
	Ahmed TAKI OULD Mohamed	Chef de Service de la Prévision	DPAE/DGPESD MAED	00222 36 32 56 59	ahmed_taki@yahoo.fr
	SY DIERY Karimou	Chef de service des statistiques et Etudes Economiques	Banque Centrale de Mauritanie	00222 33 32 48 62	diery@bcm.mr
BCEAO	DIANE Balamine	Chef de Service de la Statistique	BCEAO Siège	00221 33 839 05 00	bdiane@bceao.int

Pays	Nom et Prénoms	Fonction	Institution	Contacts	Adresse e-mail
AFRISTAT	EDI Serge Jean	Coordonnateur DESE	AFRISTAT	00223 70 27 50 15	serge.edi@afristat.org
INSEE	GIRIER Christian	Division des Appuis Techniques Internationaux	INSEE	00331 31 17 52 95	christian.girier@insee.fr
Commission UEMOA	NONFODJI Emédétémin	Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques	UEMOA	00226 76 59 19 99	nonfodji@uemoa.int
	MATHIEU Laurent	Conseiller Technique	UEMOA		lmathieu@uemoa.int
	Camara ABA	Chargé des Etudes et Statistiques	UEMOA	00226 78 88 59 79	acamara@uemoa.int
	DIARRA Daouda	Chargé des Etudes et Statistiques	UEMOA	00226 78 18 50 68	dadiatta@uemoa.int
	DANHOUME Elvis	Chargé des Etudes et Statistiques	UEMOA	00226 70 88 54 84	edanhoume@uemoa.int
	DEGUENON Christophe	Direction des Etudes Statistiques et Economiques	UEMOA	00226 72 19 49 80	cdeguenon@uemoa.int

